



Traité Merkozy

Pus de 200 militants du département à Paris

Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00 ou redac.nla@orange.fr

Numéro 941

11 octobre 2012

prix : 0,70 €

71^e anniversaire des fusillades du 22 octobre 1941



« Vous continuerez la vie ! »

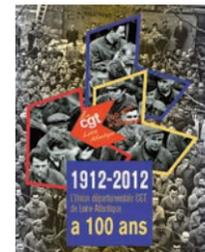
Faisons vivre l'esprit de résistance

Traité européen, budgets nationaux

Les peuples contre l'austérité

2

Syndicalisme



100 ans pour l'union départementale CGT de Loire-Atlantique

3

Diffusion de la presse

Presstalis doit vivre

5

Communiquer c'est résister

La nouvelle exposition du musée de la résistance de Châteaubriant

6

Développement économique, emplois



Quels leviers pour notre avenir ? Par Raymond LANNUZEL, adjoint Maire de Nantes

7

« Notre objectif n'est pas de faire de l'austérité pour de l'austérité. C'est de remettre les pays sur pied de manière durable » déclarait dernièrement au Figaro la directrice du FMI. C'est bien qu'elle le précise, vu d'Espagne, de Grèce ou du Portugal, personne n'avait saisi que le FMI voulait remettre sur pied les pays et encore moins de Manière durable ! De ces pays, comme d'autres, on a plus le sentiment que le FMI organise la curée obligeant les gouvernements à dépecer services publics et acquis sociaux ! Elle ajoute même sans rire que « croissance et austérité ne sont pas incompatibles ». Là encore, Mme Lagarde n'a pas peur des faits !!! De plus, elle assure : « En faisant baisser les prix des facteurs de production, en particulier le prix du facteur travail, on espère rendre le pays plus compétitif et plus intéressant pour les investisseurs étrangers. On le voit déjà un peu au Portugal, en Espagne et on commence à le voir un peu en Grèce ». Merci Christine grâce à toi les européens travaillent plus pour gagner moins et encore, quand ils travaillent. **Force est de constater qu'effectivement cela marche bien : pour les investisseurs.**



L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par **Pédro MAIA**



Le Traité d'austérité on n'en veut pas ! 80 000 personnes l'ont crié à Paris le dimanche 30 septembre pour le grand rassemblement, la grande manifestation organisée à l'appel d'une soixantaine d'organisations, partis politiques de gauche, associations et syndicats. **Après la fête de l'Huma, le défilé contre le Traité budgétaire (TSCG) aura été le 2ème grand rendez-vous de toutes celles et ceux qui refusent la camisole de force imposée aux peuples européens au nom des logiques d'austérité** qui se voudraient une solution à la crise. La mobilisation populaire, la mobilisation de la gauche et des forces sociales françaises fera date et bouleverse les rapports de forces. Un front uni pour la solidarité et contre l'austérité à perpétuité se construit, il entend combattre le projet sombre des institu-

« **Après la fête de l'Huma, le défilé contre le Traité budgétaire (TSCG) aura été le 2ème grand rendez-vous de toutes celles et ceux qui refusent la camisole de force imposée aux peuples européens** »

tions européennes dont les conséquences sont bien connues des peuples grecs, espagnols, portugais ou italiens : crise, crise encore, récession, chômage, casse des codes du travail, des droits sociaux, des services publics, baisse des salaires, abandon de la souveraineté... Ce traité négocié dans les couloirs de la commission européenne, de la BCE, entre Nicolas SARKOZY et Angela MERKEL, banquiers et grand patronat murmurant à leurs oreilles, ne peut être adopté par les voix d'une majorité parlementaire de gauche additionnées à celles des parlementaires de droite. L'espoir suscité par le changement politique du printemps serait brisé, les effets sociaux et politiques graves. François HOLLANDE et le gouvernement de Jean-Marc AYRAULT doivent entendre celles et ceux qui les ont élus, **organiser un grand débat public et consulter le peuple par référendum.** C'est une question de démocratie ! **Les communistes et le Front de gauche sont mobilisés, en campagne pour faire avancer l'Europe,** une Europe de la solidarité et de la coopération, une Europe espace de progrès social et humain.



Athenes, Lisbonne, Madrid... Paris même combat !

Il ne se passe plus de semaine où les peuples européens soumis à l'austérité de la troïka ne manifestent leur volonté de résistance...

Que ce soit à Athènes, Lisbonne, Madrid, Bruxelles, Amsterdam, des milliers, parfois un million de manifestants, crient leur opposition, leur exaspération face à la paupérisation programmée dont ils sont les victimes. La Grèce va connaître sa sixième année de croissance négative, après neuf plans d'austérité, et leur dette s'accroît !

Le traité Sarkozy-Merkel, voulu et imposé par Berlin et ses alliés européens conduit à une politique économique destructrice d'emplois, socialement dangereuse et démocratiquement régressive. L'objectif politique visé, présenté comme la seule solution, c'est l'intégration dans un Etat fédéral où le social-libéralisme allemand serait le modèle. Ce texte transfère des pouvoirs de surveillance et de contrôle préalable, concernant les budgets nationaux à des organes non élus, comme la commission, aux dépens des assemblées nationales des Etats-nation.

Dans l'ancien régime féodal, même sous Louis XVI, quand les caisses étaient vides, c'étaient les états-général de France qui se réunissaient et non pas l'aristocratie européenne qui décidait pour le royaume !

Le rassemblement des 80.000, le 30 Septembre à Paris marque le début de la lutte pour un référendum et contre les mesures « austéritaires ». Il faut

prendre la mesure de cette manifestation, quelques mois après avoir chassé la droite au pouvoir depuis dix ans. L'austérité et la casse de la protection sociale ne saurait s'installer sous l'influence des marchés financiers dans notre pays, alors qu'une majorité a voté pour un changement de cap et une rupture avec le libéralisme. **D'autant que le Medef et la droite contre-attaquent, en radicalisant les débats sur la baisse du coût du travail, sa flexibilité, que les licenciements se multiplient, que les agressions de l'extrême droite à Lyon sont décomplexées.**

Alors que se prépare au parlement la discussion du budget pour 2013, nos élus vont faire entendre la voix de ceux pour qui **chaque lutte contribue à améliorer le rapport des forces en faveur du changement et fait reculer l'austérité :** contre un plan de licenciement, contre la précarité et pour la sécurité du travail, pour une augmentation de salaire, de meilleures conditions de départ en retraite ou des services publics plus efficaces ou pour changer le crédit.

Ne perdons pas de vue l'horizon des luttes, entre ceux qui ne rêvent que de fédération européenne et ceux qui veulent réduire la France à la dimension de régions où les départements auraient été effacés du « mille feuille administratif ».

Plus que jamais d'ici aux prochaines échéances électorales de 2014, ce sont les luttes dans nos territoires à tous les échelons, qui marqueront la progression du rapport de force de tous ceux qui rassemblés veulent une rupture définitive avec la logique compatible du libéralisme mondialisé.

De vous à moi

La finance mange les travailleurs. Elle s'en goinfre autant que les dividendes. Afin de s'assurer le plus de profits possibles elle cherche par tous les moyens à en réduire le nombre, c'est qu'ils coûtent cher les bougres.

Alors qu'en France, la barre symbolique des 3 millions de chômeurs vient d'être dépassée, c'est toute l'Europe, à des degrés divers, qui sacrifie l'emploi sur l'autel de la finance.

La zone euro a atteint le record de 11,3% de chômeurs.

Quand l'Allemagne connaît un taux de 6%, jouant d'une flexibilité accrue et du chômage partiel, des pays comme l'Espagne ou la Grèce connaissent quant à eux des taux autour de 25%.

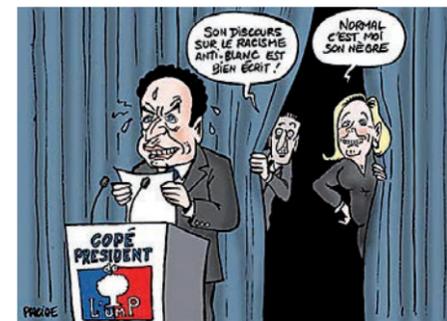
Et pendant ce temps là, BCE, FMI et commission européenne nous disent que bientôt tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes ! Bah tiens !!!

En bref

Seillière le veut, Seillière le fait

On a toujours entendu l'ancien dirigeant du Medef (la nouvelle dirigeante aussi) fustiger la pression fiscale forcément insoutenable sur les entrepreneurs. Or, le fisc reprocherait au baron Seillière de n'en faire qu'à sa tête et de s'être « volontairement soustrait à l'établissement et au paiement de l'impôt ». Ah, ces malheureux pauvres, toujours à frauder !!!

Glissement



L'UMP n'en fini pas de glisser lentement mais sûrement vers une idéologie plus extrême. A l'occasion du combat Copé/Fillon pour la tête du parti, on ne compte plus les surenchères verbales toutes plus droitières les unes que les autres. **Mention spéciale à Jean-François Copé pour redonner vie au concept FN de racisme anti-blanc.**

Bonne opération

Christine Boutin en retirant sa candidature à la présidentielle négociait 800000 euros avec Sarkozy, somme qu'elle aurait par ailleurs avancée pour préparer sa propre campagne. Dans les rangs de l'UMP certains députés conditionnent ce versement au ralliement à Jean-François Copé.

Boutin bis

A l'UMP, Christine Boutin fait des émules. C'est le cas de François Lebel expliquant il y a peu que la légalisation du mariage pour tous ouvrirait la porte à la polygamie, l'inceste et la pédophilie !

Marchand de santé

Alain Afflelou, le **Bernard Tapi de la binocle appelle au déremboursement des lunettes.** Pour l'homme d'affaire le remboursement conduit les « consommateurs » à acheter des lunettes trop chères. En clair, si les assurés ne sont plus remboursés ils pourront acheter plus de lunettes moins chères et de mauvaises qualité chez Afflelou. C'est beau le commerce !!!

Amitiés

Selon plusieurs media étrangers Bachar el-Assad aurait acheté sa tranquillité auprès de la France en livrant des informations sur la position de Kadhafi, informations qui auraient permis de liquider l'ex leader libyen. Pas facile d'être un ami de Sarkozy !

Le fait

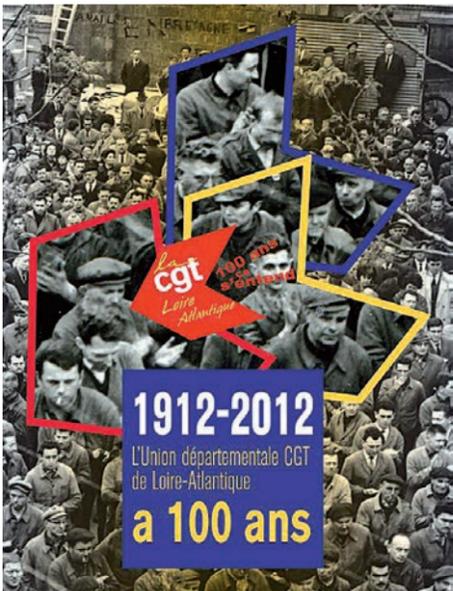
Après le succès du Tram-train sur la ligne Nantes-Clisson il semble que ça soit bien parti pour la ligne Nantes-Châteaubriant qui selon Gilles Bontemps, vice-président de la région des pays de la Loire en charge des transports sera mise en service avant la fin 2013. Il y aura 7 allés et retours quotidiens entre les deux villes et le nombre de passagers est estimé à 870 par jour. Il n'y a donc plus qu'une année à attendre pour les futurs usagers de la ligne. C'est, pour tout un territoire au nord du département une nouvelle infrastructure va donner de l'air et faciliter les déplacements vers l'agglomération nantaise. Gageons que le succès de cette ligne soit identique à celle de Nantes-Clisson.



En Loire-Atlantique

3

L'Union départementale CGT de Loire-Atlantique à 100 ans !



Le 20 octobre 1912, lors d'un congrès qui a lieu à St-Nazaire, les syndicats et unions locales (UL) du département créent l'Union Départementale (UD) CGT 44. A l'époque la CGT compte deux UL et plus de 7000 adhérents. Aujourd'hui la CGT est la première organisation syndicale du département et compte 19 UL et plus de 19000



Ce centenaire de l'UD a aussi été l'occasion pour Bernard Thibault de s'exprimer sur la période actuelle.

Une période qui selon lui est loin d'être celle du renoncement pour le Medef qui inlassablement fait pression sur le gouvernement pour faire reculer toutes sortes de progrès et faire valoir ses intérêts. Le secrétaire général de la CGT espère que la même écoute sera faite aux revendications des salariés.

Il attend par ailleurs que les organisations syndicales soient plus associés et notamment à la préparation du budget de 2013, pour lui, des marges de manœuvre existent, le gouvernement doit bien se rendre à l'évidence que « le changement de politique est possible car une majorité de salariés a voté pour le candidat du Parti Socialiste ». Il faut donc pour lui ; « de fortes mobilisations pour amener le gouvernement à prendre les bonnes décisions ». Ces mobilisations c'est tout d'abord celle qui a eu lieu le 9 octobre dernier pour la défense de l'emploi industriel et celle des retraités qui a lieu ce jour.

Bernard Thibault a tenu à remettre à sa place le Medef que l'on entend se plaindre de ce qu'il appelle les charges patronales, ainsi dénommé par le patronat pour vider de leur sens les cotisations sociales. Avec la CGT il avance donc quelques propositions dans une situation où « le financement de la sécurité sociale est difficile car il y a dans notre pays un taux de chômage important ». Parmi ces propositions : établir des cotisations sur les revenus financiers, moduler les cotisations en fonction du comportement social de l'entreprise (salaires, nature du contrat de travail), augmenter les salaires...

C'est aussi l'occasion pour le dirigeant syndical de dire tout le mal qu'il pense du nouveau traité européen à laquelle s'oppose l'écrasante majorité des syndicats européens.

C'est un discours combatif qu'aura tenu Bernard Thibault pour ces 100 ans de l'UD CGT 44, comme il conclura : « tout est à gagner ».

adhérents dont 4700 retraités.

Une organisation centenaire mais bien dans son époque puisque ces effectifs augmentent régulièrement, y compris dans cette période de crise où l'UD voit arriver plus de jeunes. 100 ans d'histoires, 100 ans de luttes dans le département c'est aussi des dates qui marquent : la grève des mensuels en 67, 68 à Sud aviation, la fin des chantiers navals à Nantes en 1985, les dernières grandes mobilisations : contre le CIP, le CPE et la réforme des retraites de 2010, la mobilisation auprès des sans papiers...

Mais c'est aussi l'avenir qui compte pour Marie-Claude Robin, actuelle secrétaire générale de L'UD CGT 44 avec les prochaines mobilisations vers les salariés isolés, la défense des chantiers navals de Saint Nazaire, le travail de proximité pour multiplier les adhésions et faire émerger une nouvelle base pour faire grandir la « volonté de transformation sociale ». Rentrant avec optimisme dans le second siècle de l'UD, la dirigeante aura tenu à rendre hommage « aux dirigeants et aux dizaine de milliers de militants sans qui rien ne se ferait ».

Pour les férus d'histoire un ouvrage sur les 100 ans de l'UD CGT 44 est en souscription. Pour toute information supplémentaire prendre contact auprès de l'UD.

La Loire-Atlantique contre le traité de l'austérité



Plus de 80 000 manifestants contre le traité de l'austérité dont plus de 200 nantais s'étaient donnés rendez-vous sous le soleil parisien pour manifester leur mécontentement à l'idée de voir un nouveau traité menotter les démocraties européennes. 80000 personnes pour briser le mur du silence savamment organisé par l'élite médiatique. C'est là une première mobilisation qui en appelle

d'autres, une première pierre posé par les français contre l'austérité européenne qui d'Espagne au Portugal en passant par la Grèce alimente la colère des peuples.

Ce premier succès, à l'appel d'une soixantaine d'organisations appelle à la prochaine étape : la mobilisation européenne du 9 octobre pour la défense de l'industrie et de l'emploi (qui ne s'est encore déroulée à l'heure où nous écrivons ses lignes), toutes deux ont en ligne de mire l'austérité.

Une chose est sûre, il y avait dans le cortège une détermination à ne pas céder et d'autres actions de sensibilisation seront prévues dans les jours qui viennent.

Les militants, les élus présents à cette mobilisation ne sont pas prêts à voir leur parlement pieds et poings liés, obligé de respecter ce qui revient à une règle d'or qui empêcherait les investissements utiles pour demain. Ils refusent que la commission européenne, non élue, puisse contrôler les budgets des Etats,

des entreprises publiques en autorisant seulement 0,5% de déficit par rapport au PIB contre les 3% de Maastricht. Une commission européenne qui pourrait corriger les budgets nationaux les moins autoritaires. Il va sans dire que cette bataille contre le traité Merkozy est essentielle pour la démocratie et pour permettre d'avancer vers d'autres solutions.

Vite lu vite dit

Régime vert pour les collectivités

Le député vert François de Rugy déclarait il y a peu : "Notre architecture idéale, c'est le couple régions-départements et le couple communes-intercommunalités. Avec un renforcement de la région et de l'intercommunalité, seuls échelons qui devraient bénéficier de la clause de compétence générale". Donc c'est clair, les verts veulent amoindrir voir supprimer les marges de manœuvre de deux échelons démocratique de proximité que sont les communes et le département.

Enthousiasme

Isabelle Ménard présidente du parti radical en Loire-Atlantique considère qu'avec l'UDI, Jean-Louis Borloo est parvenu à créer une réelle dynamique ! Une dynamique en pantoufle sans doute !

Immobilisme

A Nantes, la droite aime quand il ne se passe rien, quand tout est immobile. Pour preuve, ces élus n'arrêtent pas de fustiger les dépenses faites par la ville, en particulier dans le domaine culturel. C'est bien simple pour ne plus entendre la droite il ne faut plus rien faire, ne plus investir, être austère en somme.

Info locale

Les syndicats CGT et FO de France Télévision avaient appelé à une journée d'action contre les restrictions budgétaires dans l'audiovisuel public. Pour eux, les éditions locales de France 3 sont menacées, notamment l'édition Nantes-Saint-Nazaire, ce qui serait bien dommageable.

Light

Lors de son Rendez-vous de campagne à La Baule l'ex premier ministre a bien entendu tapé sur l'actuel gouvernement mais, il a aussi dévoilé quelques axes programmatiques pour l'UMP parmi lesquels : l'abrogation des 35 heures, la diminution des effectifs dans la fonction publique, ou encore la fin des services gratuits.

Avec de telles propositions, vivement que la droite ne revienne pas au pouvoir.

Surréaliste

Toujours à La Baule, l'association presqu'île entrepreneur organisait une conférence en présence du très médiatique économiste Michel Godet. Si ce nom ne vous dit rien Michel Godet est un de ces spécialistes qui court les plateaux de télévision et de radio pour nous servir le même discours libéral depuis de trop nombreuses années (il est également épinglé dans le documentaire : Les nouveaux chiens de garde). Parmi les quelques pépite de son discours relevées dans la presse : « la crise est une chance, on commençait à s'ennuyer », ou encore : « il ne sert à rien d'aider un pays, un territoire, ou une entreprise en difficulté ». Chacun appréciera.

Condamnés

Toutes les condamnations pénales prononcées contre le géant Total et les responsables du naufrage de l'Erika ont été confirmées par la cour de cassation. Une victoire !

À l'appel du collectif « Uni-e-s contre une immigration jetable » (Ucij), une soixantaine de manifestants a défilé à Nantes le 26 septembre, puis les 27 et 28, pour réclamer un hébergement d'urgence pour toutes les personnes à la rue, françaises ou étrangères. Parmi eux, de nombreux migrants venus témoigner de leur situation. Alors que le gouvernement vient d'annoncer le déblocage de 50 millions d'euros pour l'hébergement d'urgence et la prise en charge des demandeurs d'asile, les associations rappellent la nécessité d'un vrai plan en la matière. A la préfecture, les associations revendiquent l'ouverture immédiate d'un nombre significatif de logements d'urgence afin que le 115 réponde à sa mission, notamment par la réquisition de logements vides.

Après un vœu unanime en 2001, et une votation citoyenne en décembre 2010, par un vœu adopté le 4 octobre, le Conseil municipal de Villejeuif (94) demande aux députés de modifier dans les meilleurs délais la loi en faveur du vote des étrangers, afin que tous les citoyens bénéficient d'une égalité de droit lors des élections municipales de 2014, pour le plus grand profit de la démocratie et de la société tout entière. Pour que chacun soit pleinement citoyen là où il vit. C'est la garantie d'une citoyenneté participative, active, et d'une construction partagée entre les différents habitants d'un territoire pour « vivre ensemble, égaux et solidaires ».

Le social au cœur

5

Presstalis doit vivre !



Le système de distribution de la presse est en crise. Mis en place à la Libération, car alors la presse était considérée comme une composante essentielle de la démocratie, ce système coopératif garantissait la liberté et l'impartialité de distribution des quotidiens, l'égalité et la solidarité entre éditeurs, sur la base de la péréquation des coûts. Cela permettait à tous les titres d'être accessibles partout et pour tous. **Aujourd'hui, après plus de vingt années de fermetures de centres de traitement des titres, de plans de restructurations, l'entreprise, qui s'est appelée NMPP durant soixante-dix ans et Presstalis maintenant est la cible d'une offensive libérale destructrice sans précédent.** Sur 2 500 salariés, la direction envisage de supprimer plus de 1 000 emplois et de sous-traiter l'essentiel de l'activité de production et de service. Ce plan serait l'ultime étape avant la disparition pure et simple de l'entreprise. Avec cette liquidation programmée de Presstalis,

c'est la remise en cause complète de l'activité de distribution de la presse qui est en jeu. Une pétition a recueilli 2000 signatures sur internet. Vendredi 5 octobre, le Tribunal de commerce de Paris a accordé un nouveau délai jusqu'à fin 2012. Il s'appuie sur un accord tripartite entre Etat, Presstalis et Editeurs des Coopératives qui lui sont associées. Les pouvoirs publics s'y engagent à apporter 32 Millions d'euros sur 2 années, en augmentant l'aide à la distribution de la presse quotidienne nationale, et à fournir des garanties à hauteur de 60 millions les deux années suivantes, au cas où les économies prévues ne seraient pas atteintes en 2014. Les éditeurs, eux s'engagent à payer un peu plus cher la diffusion de leurs titres. Et Presstalis s'engage à ... **liquider effectivement 1250 postes !**

Dès connaissance de l'accord, le syndicat du Livre Cgt a exprimé son opposition. Il demande **le retrait du plan de la direction de Presstalis** prévoyant des suppressions d'emplois et de nouvelles fermetures de centres et **la convocation d'urgence, par le ministère, d'une table ronde pour refonder le système coopératif de distribution des quotidiens et périodiques** en repartant de la défense du pluralisme de la presse, indispensable à la vie démocratique du pays. Dans le cadre d'un débat public, elle devrait notamment avoir pour mission d'examiner les moyens nécessaires y compris de l'Etat, garant de la démocratie, pour assurer la distribution des journaux sur l'ensemble du territoire. Le syndicat appelle à participer massivement à la manifestation du 9 octobre, avec une non-parution des quotidiens du 10 octobre. Continuons à signer la pétition : [http://www.petitions24.net/presstalis doit vivre pour un service public de la distribution](http://www.petitions24.net/presstalis%20doit%20vivre)

Cheminots retraités : lettre aux députés

La Section CGT des cheminots retraités de Nantes Sud a écrit à ses députés nouvellement élus des 4ème, 9ème et 10ème circonscriptions de Loire Atlantique. Elle leur rappelle la part prise par ces retraités dans leur élection et leur attente à présent, de voir **relayer leurs revendications** au sein de l'assemblée. Ce d'autant, que le slogan « Le changement, c'est maintenant », est une attente de milliers de personnes en souffrance. Il sous entend la mise en œuvre d'un changement radical de politique. **Après 10 ans de mesures antisociales**, de détricotage des acquis du Conseil National de la Résistance, de casse des services publics, intimidations envers les acteurs sociaux, les cheminots retraités ont subi un net et fort recul de leurs acquis sociaux, gagnés de hautes et longues luttes, avec des conséquences importantes sur le montant de leur pension, notamment par la suppression de la péréquation.

C'est pourquoi, ils demandent d'examiner avec attention ce dossier et exige l'abrogation des dispositions prises sous les gouvernements SARKOZY. Par ce courrier, ils rappellent leurs revendications : retour à l'indexation des pensions sur les salaires; à la péréquation; intégration dans le salaire liquidable d'éléments absents aujourd'hui. Ils exigent également de relever le minimum de pension de façon significative dans la mesure où **ce dernier est inférieur de 13,89% au SMIC alors qu'il lui était supérieur de 6,64% en janvier 1982.** Concernant la pension de réversion, ils réclament de porter le taux de réversion à 60% comme dans le régime général (54,20% des réversions actuelles sont inférieures à 667 € par moi). Enfin, **ils signifient leur refus de mesures d'austérité appliquées au nom de la crise** et exigent d'être consultés par référendum sur le « Traité Européen de Stabilité », qui met les états sous tutelle de l'Union sur les budgets nationaux.

Peuple Rom : le changement est urgent



Ils seraient un millier à résider en Loire Atlantique, fuyant les conditions visiblement intolérables qui leur sont faites dans leurs propres pays d'origine. Citoyens européens, mais pas complètement, puisque frappés de restrictions d'accès au travail, errant de terrains en terrains, cette population vit de façon misérable, dans des conditions de précarité et d'hygiène inhumaines. Certains font l'autruche, s'abritant derrière la phrase assassine de Rocard « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». D'autres les considèrent comme « non-intégrables », car délinquants par nature. Il faut sortir urgemment de ce jeu de dupe. En fait là aussi, les plus pauvres sont désignés comme victimes expiatoires à la vindicte populaire. Après le quinquennat Sarkozy, où la problématique de l'accueil des Roms n'était vue que sous l'angle sécuritaire, avec des expulsions à la pelle sans solution de relogement, les élus communistes exigent que chacun prenne ses responsabilités : communiqué du groupe Communiste de Rezé, de l'Adecr 44, lettre ouverte au Préfet des élus communistes de Nantes Métropole. Tout en saluant l'annonce de la suppression par le gouvernement de la taxe de 700 euro des employeurs pour chaque embauche de Rom, et la suspension des expulsions en Loire Atlantique, ils exigent que des mesures d'urgence soient prises, en appui sur la **circulaire interministérielle du 26/08/2012, et une table ronde réunissant collectivités locales et associations sous l'égide du Préfet.**

En bref

Gens du voyage mieux considérés ?

Le Conseil constitutionnel a abrogé vendredi 5 octobre deux dispositions de la loi de 1969, régissant la vie quotidienne des gens du voyage, en supprimant un des titres de circulation qui leur était imposé et l'obligation d'être inscrit plus de trois ans dans une commune pour pouvoir voter. Toutes les personnes âgées de plus de 16 ans ayant une résidence mobile depuis plus de six mois doivent être en possession d'un « livret » de circulation ou d'un « carnet » si elles n'ont pas de ressources régulières. Le « carnet » a été supprimé par le Conseil car instaurant une « différence de traitement » entre les personnes et une « atteinte disproportionnée à l'exercice de la liberté d'aller et venir » (il devait être visé tous les trois mois, sous peine d'un an d'emprisonnement)

Erika : 25 septembre, un grand jour

Dans un communiqué, les Amis des Collectifs Marée Noire saluent le 25 septembre comme jour de victoire pour les droits et l'avenir. En effet la Cour de cassation a confirmé, et parfois aggravé les condamnations pénales prononcées à l'encontre de la Société Total et des trois autres mis en cause (la société de classification Rina, l'armateur Savarese et le gestionnaire Polara), ainsi que les condamnations civiles et les dommages écologiques. Cet ultime jugement fera date et jurisprudence. Il reste maintenant à gagner des avancées en matière de réglementation du transport maritime mondial.

Budget 2013 : 54% des Français trouve la rigueur « pas équitable »

L'effort de rigueur prévu dans le cadre du budget 2013, dont un tiers en impôt sur les ménages, un tiers sur les entreprises, et un tiers de réduction des dépenses publiques, est jugée inéquitable par 54% des Français (sondage BVA). 81% estime qu'il aurait fallu réduire davantage la dépense publique. Seulement, 14% estiment qu'il fallait frapper davantage les entreprises, et 3% les ménages. Et 73% se disent « plutôt moins confiants » sur la situation économique de la France. Il reste à faire pour montrer que la solution n'est pas dans la réduction des « dépenses », mais dans une redistribution différente des richesses !



Expo

Hell'O Monsters, c'est un collectif de trois artistes plasticiens belges, Jérôme Meynen, François Dieltiens et Antoine Detaille, qui ont commencé par le graffiti pour aujourd'hui se tourner vers l'illustration en passant par la sculpture et la vidéo.

Leur œuvre, onirique, poétique, surréaliste, met en scène de drôles de montres, personnages ou animaux que vous pourrez découvrir à l'espace LVL et au Lieu Unique du 13 octobre au 11 novembre. A ne pas manquer !!!

Le Lieu Unique (Atelier 2) - Quai Ferdinand Favre - Vernissage le 12 octobre à 18h30
Espace LVL - 1, rue du Bâtonnier Yves Guinaudeau, Nantes
Du 13 octobre au 11 novembre.



Culture, idées

6

Mur du son

YOUSSOUPHA OU L'EXPRESSION D'UN « NOIR DESIR »



Youssoupha, étoile montante du rap français, a su imposer son style original mêlant les sonorités chaudes et enjouées de la musique africaine aux rythmes et paroles revendicatrices du hip-hop.

Né à Kinshasa en 1979 d'une mère d'origine sénégalaise et d'un père congolais qui n'est autre que la star de la rumba congolaise, Tabu Ley Rochereau, Youssoupha arrive en France à 10 ans pour y poursuivre sa scolarité.

En parallèle d'un cursus universitaire brillant, il monte son premier groupe de rap, « Frères Lumières », avant de sortir son premier album *A chaque frère*. Reconnu pour sa plume fine et incisive, il intervient comme professeur d'écriture dans l'émission *Popstars*. En 2009, sort son deuxième album *Sur les chemins du retour* dont le succès ne fut pas entaché par les démêlés judiciaires qui l'opposèrent à Eric Zemmour. Dès lors Youssoupha impose sa marque sur la scène du rap français. Les projets s'enchaînent et en 2011, une Digi-tape, *En noir et blanc*, annonce la sortie de l'album *Noir Désir* le 23 janvier 2012 qui est marqué par un nouvel état d'esprit. Cet album éclectique rassemble aussi bien des sonorités électro que de la rumba africaine. Les textes abordent aussi bien l'amour, la trahison, le retour aux racines, l'espoir d'un avenir meilleur ou encore des pans plus intimes de l'évolution de Youssoupha qui chante qu'il a changé. Il est aussi l'occasion de nombreux duos notamment avec Indila, Corneille et surtout Tabu Ley Rochereau qui pour des raisons de santé n'a pu chanter avec son fils lors de son concert à l'Olympia. Salle que le père connaissait bien pour avoir été le premier africain à s'y produire en 1970 en compagnie de ses danseuses, les « Rocherettes ». Youssoupha, aujourd'hui lui-même père d'un petit garçon, marche sur les traces de son père.

Youssoupha : *Noir Désir* - 2012 - Believe
Amma Abidi ???

Communiquer c'est résister

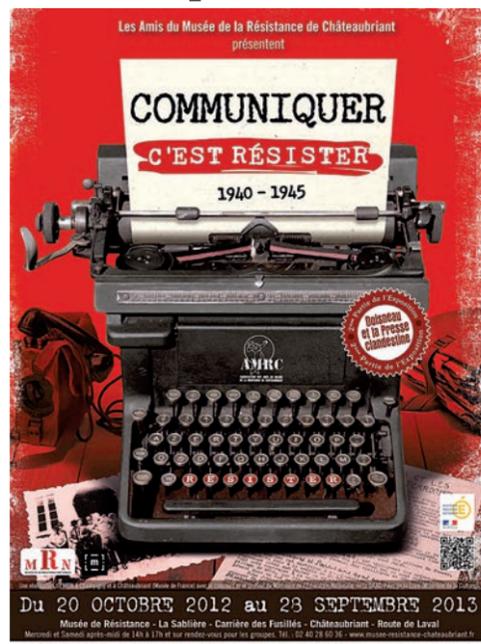
La nouvelle exposition temporaire 2012-2013 produite par l'Association des Amis du Musée de la Résistance de Châteaubriant sera inaugurée le 20 octobre dans le cadre des commémorations des fusillades.

Durant la seconde guerre mondiale, la presse et la radio furent utilisées massivement par les nazis et les collaborateurs pour la propagande. Mais la Résistance sut répliquer : elle créa sa propre presse clandestine malgré les immenses difficultés d'impression et de diffusion. Elle fut encouragée, soutenue et même dirigée de façon constante par la radio « les Français parlent aux Français », qui, chaque soir, émettait de Londres ses messages entendus malgré le brouillage et les interdictions.

A Nantes, Honoré d'Estienne d'Orves réalise la première liaison radio en décembre 1940, entre la France occupée et la France Libre. Il organise un réseau pour transmettre et coordonner les actions qu'il commande depuis Londres et l'Ouest, notamment de Nantes. Mais le réseau « Nemrod » est dénoncé et les 34 membres sont arrêtés par les Allemands à Nantes, dans la nuit du 21 au 22 janvier 1941. A la suite du procès, Honoré d'Estienne d'Orves est condamné à mort avec huit autres membres, les autres aux travaux forcés. Il est fusillé au Mont-Valérien à Suresnes.

La communication écrite (graffitis, tracts, papillons, journaux clandestins, les messages dans l'ourlet aux prisonniers, les lettres d'adieu, les témoignages), sont autant de marques de résistance, comme celles de consignes verbales de ne pas fréquenter l'occupant, ou celles, visuelles, en bleu, blanc, rouge. Le refus de communiquer, c'est aussi les postiers qui ouvrent les lettres de délation et les mettent au panier. Les tracts et les chansons parachutés, la protection des résistants et jeunes réfractaires au STO sont des actions périlleuses qui sont au cœur du combat collectif. Les agents de liaison, longtemps restés anonymes, permirent de mettre en relation des réseaux de résistance. 90 % d'entre eux sont des femmes.

L'exposition regroupe des photographies que Robert Doisneau réalisa entre 1944 et 1945. La biographie du photographe, le quotidien des imprimeurs clandestins, la fabrication du stencil jusqu'au lancer de tract (...) complètent cette riche présentation, conçue par le Musée de la Résistance Nationale et l'Atelier Robert Doisneau.



Les collections exposées – tracts, affiches, photos, lettre, journaux – sont constituées d'objets issus des donations faites aux Musées de la Résistance de Châteaubriant et de Champigny, tels postes de radio, appareils photos, casiers d'imprimeur, vélo, entre autres exemples, qui accompagnent le parcours de l'exposition.

La programmation culturelle accompagne l'exposition afin de la faire vivre et de promouvoir le musée « hors les murs ». Rencontres au sein des établissements scolaires, table ronde, ciné-rencontres, débats, conférences sont prévues en différents lieux. Un catalogue illustré permet d'approfondir les contenus de l'exposition. Deux expositions itinérantes sont spécialement conçues pour être empruntables. Le dossier du concours national de la Résistance et de la Déportation est également disponible.

Le musée, installé dans une ancienne ferme située à l'entrée de la carrière des fusillés, abrite, au 1^{er} étage l'exposition temporaire, présentant en alternance avec des panneaux richement illustrés, des col-

lections rares, issues des fonds du Musée de la Résistance Nationale de Champigny-sur-Marne, avec lequel le Musée de Châteaubriant conçoit cette manifestation.

Ce musée, ouvert au public en 2002, créé par l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt, est géré par l'Association des Amis du Musée depuis 2006. Il présente sur deux niveaux des collections liées à l'internement pendant la Seconde guerre mondiale, acquises grâce à de nombreuses donations.

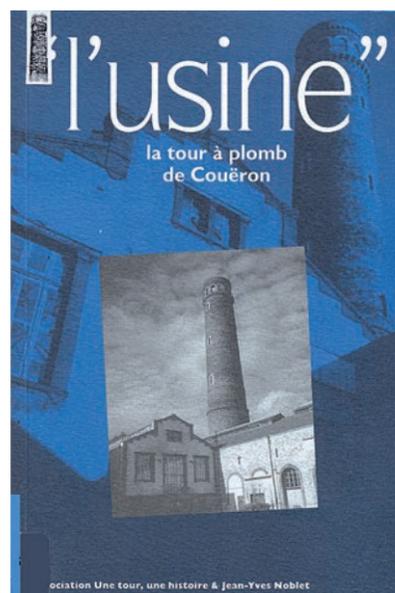
Jean-Paul LE MAGUET

www.musee-resistance-chateaubriant.fr

Exposition temporaire « Communiquer c'est résister – 1940/1945 », Doisneau et la presse clandestine du 20 octobre 2012 au 28 septembre 2013 au Musée de la Résistance de Châteaubriant (ouvert tous les mercredis et samedis après-midi de 14h à 17h ; sur rendez-vous pour les groupes, établissements scolaires au 02 40 28 60 36, et à l'occasion des Journées Européennes du Patrimoine, en septembre 2013 ; de façon exceptionnelle, lors des commémorations des fusillades de Châteaubriant.

Entrée libre et gratuite ; sur place sont consultables des vidéos et des documents, ouvrages, cartes postales, produits audiovisuels.

Patrimoine industriel de la basse Loire



Après quatre cahiers consacrés à l'usine de Tréfinmétaux, l'association couëronnaise « une Tour, une histoire » vient de faire paraître, comme tous les cinq ans depuis 1997, un cinquième livre-cahier sur la tour à plomb.

Quand on arrive le long de la Loire, on ne voit qu'elle et très vite on se demande à quoi a-t-elle servi dans le passé ? Ce « phare » posé en bordure de Loire « qui semble monter la garde sur la ville » selon Jean-Yves Noblet historien couëronnais est un édifice unique. Les premiers chapitres s'appuient sur ses articles parus dans la revue les Annales de Nantes et du pays nantais.

Construite de 1877 à 1878, elle a cessé son activité en 1957, à l'âge de 79 ans. La fabrication du plomb de chasse n'était plus rentable ! Son classement par les monuments historiques en 1993

a empêché sa démolition.

La tour devient « le symbole de la résistance ouvrière face à l'exploitation capitaliste et de la lutte des classes », pendant les années soixante-dix et quatre-vingt » avec les travailleurs de l'usine Tréfinmétaux (1975-1976, la grève: quand les femmes ont pris la colère -cahier n°2- et chronique d'une fermeture programmée cahier n°4).

Phare « de terre », la tour revit une seconde jeunesse en prêtant son image à la ville et à sa dynamique culturelle et associative (la nouvelle médiathèque y verra le jour en Septembre 2013).

Publié avec le soutien de la ville de Couëron, le livre est disponible au prix de 8 € auprès de Monique Sauzereau secrétaire de l'association et dans les dépôts de presse de la ville. (02.40.38.00.22).

2,39 millions. C'est le nombre de logements vacants en France en 2012. L'Assemblée Nationale a adopté un amendement des députés GDR levant un des principaux blocages à la mise en œuvre de la procédure de réquisition, dite "avec attributaires", car il "supprime la possibilité qu'ont actuellement les propriétaires de se soustraire à une réquisition en présentant un devis de travaux d'aménagement du logement. Cette modification ouvre, si elle est confirmée en commission paritaire, le champ à la réquisition d'immeubles vacants, pour loger les sans logis et les prioritaires de la loi DALO.

« **Les finances des « petites villes », une projection préoccupante : baisse des participations financières de l'État compensée par les taxes locales sur les ménages** ». Cette phrase est extraite d'une étude menée par l'Observatoire des finances locales des petites villes de France. Que dit cette étude ? Notamment que « les projections à 4 ans réalisées sur la base d'hypothèses prudentes sont plus que préoccupantes, les petites villes perdent en tendance sur la période à venir une part significative de leur autofinancement et pourraient être conduites soit à réduire leur effort d'équipement (-1 md €/an) ou leurs dépenses de gestion, soit à accroître la fiscalité directe. ». Il y a donc bien un assèchement progressif du financement des communes et un transfert d'impôts sur les ménages.

Au cœur des collectivités

Raymond Lannuzel - Vice président de Nantes Métropole, Adjoint au maire de Nantes

A une époque de profondes transformations dans notre société, la question de l'emploi et du développement économique à Nantes, dans une ville qui a connu elle-même de profondes mutations, est, pour les élus communistes, un enjeu majeur.

Les disparitions d'emploi et la désindustrialisation de notre pays, au nom de logiques économiques bien éloignées de l'intérêt des peuples et des salariés, font, dans notre pays et depuis de longues années écho au choc qu'a représenté pour les Nantais la disparition des chantiers de construction navale il y a 25 ans, en 1987. Ce n'est pas pour rien que l'emploi reste la préoccupation majeure de nos concitoyens et que les dernières échéances électorales ont montré la prégnance des inquiétudes et porté comme jamais l'aspiration à un redressement de la production industrielle. A l'évidence les attentes sont fortes à l'égard du nouveau président de la République et de la nouvelle majorité parlementaire.

Tout le monde reconnaît, l'importance pour une grande ville comme la nôtre, pour la métropole elle-même, d'accueillir des activités économiques et, en particulier, des activités innovantes. Si la métallurgie, aux côtés de l'agro-alimentaire, a longtemps représenté, et représente encore un secteur d'activité important, en témoigne dans l'agglomération la présence de l'industrie aéronautique ou celle du Marché d'Intérêt National, le tissu économique de Nantes est marqué par une forte capacité à développer et à accueillir des activités innovantes. L'implantation de l'IRT Jules Verne témoigne d'une dynamique industrielle nouvelle.

Si le tissu des PME-PMI est loin d'être négligeable, en particulier, au cœur de la ville, il nous faut à l'évidence prendre en compte la chance que représentent pour Nantes son fleuve et les activités qui y sont liées. Vous le savez, les élus communistes sont particulier attachés au développement du grand port maritime, et, notamment, de son activité dans la partie amont de la Loire, à Nantes.

Comment ne pas évoquer également la perspective de développement que représente le transfert de la plateforme aéroportuaire de Nantes Atlantique. Les espaces libérés sont également une chance pour y développer des activités économiques confortant le pôle aéronautique.



Développement économique et emploi : quels leviers pour notre avenir ?

Enfin, il est de bon ton parfois d'ajouter le terme de durable au développement économique. **Comment ne pas évoquer ici la place de l'homme dans toute perspective de développement. L'homme, non pas comme intervenant venant perturber des équilibres écologiques, mais comme élément majeur, au cœur de nos projets politiques. Car le travail, ce n'est pas seulement avoir un emploi, c'est se sentir utile, c'est être membre d'un collectif et de la société, c'est tout simplement vivre dans la dignité.** C'est bien à nous élus qu'il revient d'anticiper pour répondre aux besoins de nos concitoyens. C'est pourquoi, pour nous le mot travail et non pas emploi, est indissociable du développement économique.

En bref

Vertou : pour une véritable concertation et le maintien des deux collèges publics !

Alors que la commune des Sorinières est candidate à la construction d'un collège, l'élu communiste Michel Gouty précise qu'il ne faut pas pour autant abandonner les arguments, la conviction et la mobilisation pour le maintien de 2 collèges publics à Vertou. Celui-ci précise pourquoi il est important et indispensable de raviver les arguments qui démontrent que Vertou est plus à même de répondre à l'intérêt du plus grand nombre. Entres autres : l'accord de 4 maires sur 5, la possibilité de rester sur le site actuel ou encore la position centrale de la commune de Vertou par rapport aux autres communes concernées par le secteur scolaire. **L'élu communiste insiste sur le fait que « ces arguments seront à mettre sur la table et peuvent avoir du poids au moment de la réunion de concertation que devrait tenir le CG, avant de prendre une décision, avec les élus des 5 communes, les représentants de la communauté éducative, le Comité « Pour le maintien de 2 collèges publics à Vertou » et Nantes-Métropole. »** Enfin, l'élu rappelle la nécessité d'une concertation approfondie, et refus d'opposer les communes entre elles et la nécessaire vision d'avenir à garder en tête sur ce débat.

Populations Roms à Rezé

Dans un récent communiqué les élus communistes de Rezé ont rappelé leur position et leur exigence d'une résolution digne des difficultés rencontrées par ses populations. « Nous avons actuellement 108 personnes recensées de la communauté Rom. [...] Parmi elles, 56 enfants. Certaines sont sur la région depuis 2006, se déplaçant de campement en campement sur des terrains publics ou privés, « au gré » des expulsions. Il n'est pas tolérable que cette situation vit de façon misérable, sans accès au travail, et dans des conditions de précarité et d'hygiène inhumaines. Bien entendu, les Etats d'origine, l'Union Européenne et le Gouvernement français doivent s'attaquer aux raisons qui contraignent aujourd'hui les Roms à fuir leurs propres pays. » Les collectivités doivent néanmoins faire face dignement à la situation dans l'agglomération notamment. « Le nouveau gouvernement a sorti une circulaire interministérielle, reprenant la nécessité d'anticiper et accompagner les opérations d'évacuation de campements illicites. Elle précise notamment que préalablement à l'évacuation, le recours à l'hébergement d'urgence doit être recherché. **Il faut geler toute expulsion d'ici à la prochaine table ronde** (le préfet a réagi en suspendant effectivement les expulsions). Cette table ronde doit déboucher sur des réponses concrètes [...]. **A cet égard, nous souhaitons que des recherches de terrain soient faites pour l'installation de campements viabilisés, avec mise en place d'un suivi sanitaire et social, et que plus aucune expulsion n'ait lieu sans relogement !** »

Congrès Union Sociale pour l'Habitat

Tourner la page !



Le congrès de l'Union Sociale pour l'Habitat (USH) s'est tenu à Rennes fin septembre, en présence d'élus communistes du département dont Marie-Annick Benâtre élue à

Nantes. **il a ré-ouvert le chantier du logement pour tourner la page désastreuse de dix années de Sarkozysme en matière de logement social.** Le premier ministre a ouvert la voie en présentant, dès l'ouverture du congrès, sa feuille de route en faveur du logement. Il a invité les acteurs du mouvement HLM « à relever sans attendre le défi du logement pour tous ». Pour JM. Ayrault, « le changement de tendance est possible » avec l'objectif de « construire 500 000 logements par an, dont 150000 sociaux » et en prenant en compte « l'égalité des territoires, la mixité sociale et l'exigence écologique ». Les premières mesures comme la loi de mobilisation du foncier public, le renforcement de la loi SRU... sont de bonnes nouvelles.

Mais, ces mesures sont-elles suffisantes pour tourner réellement la page ? Nous savons bien qu'en matière de logements, le financement est, plus encore qu'ailleurs, le nerf de la guerre. Les organismes HLM pointent, elles aussi, la difficulté de leur financement, menaçant ainsi les objectifs de construction fixés par l'Etat. Par exemple, l'annonce du doublement du plafond du livret A, promis par F.Hollande se fera en deux temps. **Le retour de l'Etat dans le financement des logements sociaux est toujours attendu : les aides à la pierre provenant de l'Etat chutent de 13.2% entre 2012 et 2013. La ponction sur les HLM tant décrié avec Apparü en 2011 restera avec Duflot en 2012...** Des décisions, des ruptures plus nettes doivent être prises rapidement et marquer un réel changement pour toutes celles et ceux qui subissent la crise du logement. C'est le sens des contributions des élu-e-s communistes.

Rencontres départementales des Etats Généraux de la démocratie territoriale

Pour faire vivre la démocratie dans nos territoires



Après la vaste consultation des élus locaux, les Sénatrices et Sénateurs ont été invités, dans chaque département, à organiser des rencontres pour associer les élus aux réflexions sur la démocratie locale. **Pour la Loire-Atlantique, celle-ci s'est**

déroulée fin septembre en présence d'une délégation d'élus communistes dont Sabine Mahé, Maire de Trignac et Véronique Mahé, Conseillère régionale. Au programme de cette rencontre, le retour sur la grande enquête menée auprès des élus locaux avec plus de 20.000 contributions enregistrées et des ateliers thématiques sur des thèmes variés tels que le statut de l'élu ou la démocratie locale par exemple.

Les élus communistes se sont saisis de cette occasion pour cibler leur contribution sur le rappel de la nécessaire abrogation de la réforme des collectivités locales voulue par Sarkozy, au-delà de la simple suppression du conseiller territorial souhaitée par le gouvernement et la fin de l'austérité imposée aux collectivités notamment en leur redonnant une autonomie financière. Dans ce domaine les dernières annonces du gouvernement sont alarmantes, pour 2013, il prévoit un gel des dotations et pour 2014, le ministre du budget évoque une diminution de ces mêmes dotations de 750 millions d'euros [par rapport à 2013] et une diminution de 750 millions d'euros en plus pour 2015, soit 2,250 milliards sur 2013-2015. **Dans ce contexte, les élus communistes du département et plus largement de France se battent pour promouvoir une véritable démocratie de proximité et des collectivités aux moyens financiers renouvelés.**

Ouvrons-là

Conquérir de nouveaux droits !
Par Marc BERLAND



Les Jeunes Communistes et l'Union des Étudiants Communistes lancent une nouvelle campagne commune pour revendiquer de nouveaux droits pour les jeunes, et notamment pour les jeunes travailleurs en formation.

La précarité se fait de plus en plus grande dans la jeunesse, première victime de l'austérité. Les trois quart des nouvelles embauchent se font en CDD. Les étudiants ont de moins en moins accès à la santé. Les logements hors de prix et insalubre deviennent la norme à l'heure où les CROUS sont asphyxiées par le manque de financements.

C'est pourquoi notre nouvelle campagne s'appuie sur trois grands axes :

- **Sortir des griffes du marché les besoins essentiels des étudiants** : cela passe par la nationalisation des cités/résidences universitaire et le remboursement à 100% des dépenses de santé. Il faut abattre la spéculation financière sur notre dos et en finir avec les prêts étudiants en (re)-créant les services publics nécessaires.

- **Gagner de nouveaux droits démocratiques** : renforcer les services publics comme le CROUS est une chose, mais il faut y associer davantage les usagers et les personnels dans les prises de décisions. Les jeunes veulent être acteurs des choix qui les concernent !

- **Créer une allocation d'étude universelle** : la vie d'un jeune ne se résume pas à dormir étudier et manger. Pour permettre une émancipation et une autonomie de la jeunesse, nous réclamons la création d'une allocation qui serait versée aux étudiants et aux jeunes pendant leurs recherches d'un premier emploi.

Ces revendications simples ont deux finalités. Premièrement, améliorer et transformer le quotidien des jeunes en menant des batailles en phase avec la réalité de vie des jeunes. Deuxièmement, proposer un autre modèle de société en faisant reculer concrètement le capitalisme et les mesures d'austérité tel les

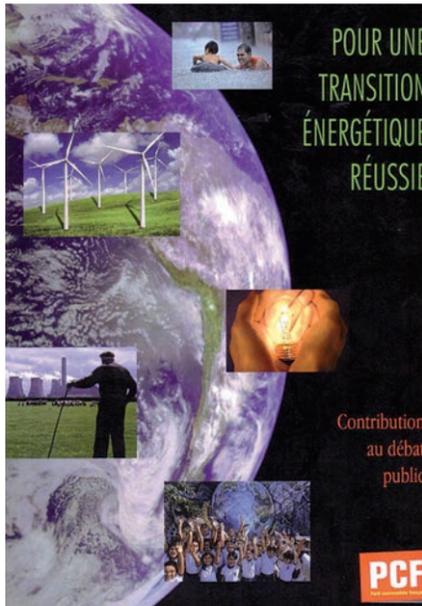


contrats d'avenirs qui n'apporteront qu'un remède temporaire à la paupérisation de la jeunesse en subventionnant le travail précaire.

Réflexion

La commission écologie, énergie, recherche du PCF a élaboré une **brochure sur la question des enjeux énergétiques**. Après plusieurs initiatives organisées sur ce sujet, auxquels les participants, syndicalistes, militants, scientifiques, experts, élus locaux ont exposé leurs avis et confronté leurs points de vue.

Les communistes livrent ici quelques pistes, des réflexions, des informations, quelques données pour alimenter ce débat. Le Front de gauche propose un débat public national immédiat sur la politique énergétique de la France qui se terminera par un référendum. Politiquement, l'accord PS/EELV a exacerbé les tensions, mais les enjeux méritent de dépasser les tactiques politiciennes et électoralistes. Aussi, **une meilleure connaissance des réalités, des enjeux et du contexte peut permettre à chaque citoyen d'intervenir, d'être acteur dans le débat public** que le PCF appelle de ses vœux : un débat sérieux, approfondi, documenté où les citoyens auraient les cartes en main pour décider.



Cette brochure est disponible à la fédération. **Pour la commander, vous pouvez appeler au 02 40 35 03 00.**

L'écho des sections

Saint-Nazaire

Les participants au forum citoyen contre le TSCG, citoyens, militants politiques, associatifs et syndicaux réunis le mardi 25 septembre ont élaboré une lettre ouverte à Marie-Odile BOUILLE, députée de la 8ème circonscription, Christophe PRIOU, député de la 7ème circonscription et Yannick VAUGRENARD, sénateur de Loire-Atlantique. Cette lettre ouverte fait part de la position du forum sur le traité d'austérité, elle demande aussi aux parlementaires concernés de voter contre ce traité en argumentant sur les dangers qu'il représente. Marie-Odile BOUILLE a rendu réponse et affirmé son engagement en faveur du traité.

Loire et Sèvre

Les communistes du vignoble ont quant à eux rédigé une lettre ouverte à la députée de leur circonscription : Sophie ERRANTE. Ils lui ont fait part de leur analyse de la situation politique, économique et sociale, l'interrogé et la questionne sur ses avis et ses positions concernant l'actualité notamment sur la question du traité d'austérité.

Nantes

La section de Nantes a organisé une journée de mobilisation contre le traité d'austérité le jeudi 27 septembre. Pétition et tracts en main, les communistes de Nantes étaient présents dans les quartiers, à la porte d'un restaurant inter entreprises et sur un marché pour informer la population sur les dangers du traité.

Vite lu...



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU

Commission paritaire : N° 0315 P 11519

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : Publihebdos Locminé

Responsable de la rédaction :

Jérôme TURMEAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Pedro MAIA

Yann VINCE

Mireille PERNOT

Robin SALECROIX

André MAURICE



L'agenda

13 et 14 octobre : Réunion du Conseil national et adoption d'une base commune et du texte des statuts.

Mardi 16 octobre : Réunion du Conseil départemental à

18H30 au siège de la fédération.

Jeudi 18 octobre : Réunion du comité local de la section de Nantes.

Vendredi 19 octobre : Veillée du souvenir au pont morand de Nantes à 17H30.

Dimanche 21 octobre : commémoration d'Indre à 9H00.

A 9H45, commémoration à la Blisière

A 13H45, rendez vous au rond-point Fernand GRENIER pour le défilé vers la carrière de la Sablière à Châteaubriant.